



05/05/2017 04:30:10

Les agriculteurs non bio en quête de reconnaissance de leurs efforts

Sans être passés au bio, beaucoup d'agriculteurs s'efforcent d'adopter des pratiques plus saines, utilisant moins de produits phytosanitaires ou d'antibiotiques, mais peinent à valoriser leur production.

Beaucoup de candidats à la présidentielle ont mis en avant l'agriculture biologique dans leurs programmes de campagnes, l'opposant à l'agriculture traditionnelle dite "intensive", supposée polluante et moins respectueuse du bien être animal.

Mais, "à mettre en lumière ce qui peut représenter 2%, 5% de l'agriculture, on oublie parfois les 90 autres pour-cent", jugeait récemment le secrétaire général des Jeunes Agriculteurs (JA) Samuel Vandaele.

Car les modes de production de cette grande majorité des exploitations sont loin d'être unifiés et figés.

Sous le vocable, assez vague, d'agriculture "raisonnée", les agriculteurs essaient de nouvelles pratiques, diminuent les doses de produits phytosanitaires dans leurs champs ou arrêtent de donner des antibiotiques à leurs troupeaux.

"Vu la façon dont je produis mon lait avec 95% des aliments produits sur l'exploitation et un cycle vertueux au niveau des effluents des vaches" qui viennent fertiliser les champs de l'exploitation, "je ne vois pas une très grande différence" avec une conduite biologique, assure ainsi Dominique Dengreville, producteur laitier dans la Somme.

"Aux infos, on ne parle pas de la majorité des agriculteurs, on ne parle que des extrêmes", déplore pour sa part Caroline Delepierre-Piat, éleveuse de bovins du Nord.

Sans être passée en bio, elle défend une agriculture raisonnée, soignant ainsi ses bêtes avec des huiles essentielles et de l'homéopathie.

L'agriculture raisonnée demande beaucoup de travail et d'investissements en matériel, pour le désherbage mécanique plutôt que chimique ou la formation aux bonnes pratiques agro-environnementales.

Et pourtant, ces efforts sont souvent méconnus car faute de chartes de production, de logo ou de labels, ils peinent à être reconnus par le consommateur final.



Les Paysans de Rougeline, union de coopératives de producteurs de fruits et légumes, tentent d'exister sur le marché du "raisonné" en lançant ce printemps une gamme de tomates et de fraises garanties "zéro résidu de pesticides".

Ils avaient commencé l'an dernier par communiquer sur le fait que leurs produits étaient issus de serres écologiques car elles étaient chauffées grâce à des énergies renouvelables et étaient économes en eau.

Mais "il ne suffit pas de parler concept, il faut parler résultats", explique le directeur général de Paysans de Rougeline Gilles Bertrandias.

Pour lui, "il ne faut pas opposer les modèles agricoles, nous sommes nous mêmes producteurs de bio et de conventionnel, nous souhaitons ouvrir une troisième voie, très complémentaire", avec cette gamme qui bien qu'un peu plus chère que du standard, "reste moins chère qu'une production bio".

Le nerf de la guerre reste en effet l'argent.

Si produire en label rouge par exemple permet une hausse des tarifs par rapport au conventionnel, l'objectif est de faire reconnaître au grand public que ces modes de production "raisonnés" ont un prix et que soit donc récompensé le travail des agriculteurs

Dès son élection mi avril, la nouvelle présidente de la FNSEA, plus attachée aux thèmes sociétaux comme l'environnement que ses prédécesseurs, avait mis les choses au point: "nous avons entendu la demande (des Français) de produits plus qualitatifs, avec plus de traçabilité et de bio mais tout ceci a un prix".

"Quand on achète un vêtement de marque française il est plus cher, c'est pareil pour l'agriculture, il faut donc que les consommateurs honorent la commande et soient prêts à acheter plus cher" et français, avait-elle lancé.

En 2016, l'agriculture biologique représentait 5,7% de la Surface Agricole Utile (SAU) en France.

etr/ngu/ef/az